

Interview de Hansueli Späth, président de la Société suisse de médecine générale (SSMG), au sujet de la manifestation des médecins de premier recours à Berne

«Le 1^{er} avril signera le début d'une nouvelle ère»



La tension monte: dans dix jours, les médecins de premier recours et ceux qui les soutiennent manifesteront à partir de 14 heures sur la Place fédérale. Nous avons interrogé Hansueli Späth, président de la SSMG et l'un des initiateurs de la «manif», sur le sens de cette protestation pour les médecins de famille et le corps médical dans son ensemble.

Il compte sur la solidarité de tout le corps médical: interview de Hansueli Späth, président de la SSMG.

Interview:
Bruno Kesseli

BMS: *des médecins dans la rue – c'est un peu comme de la neige au Sahara. Expliquez-nous.*

Dr Hansueli Späth, président de la SSMG: il s'est passé trop de choses. La bombe a sauté, pourrait-on dire. Il va de soi que la «manif» est la suite d'un long développement, mais le hasard a aussi joué un rôle au dernier moment. Et cela dans la mesure où les décisions du conseiller fédéral Couchepin à propos des génériques, de la LiMA et surtout du tarif de la liste des analyses ont été rendues publiques à notre assemblée annuelle à Lucerne.

L'indignation des confrères fut énorme. Si énorme qu'il n'était pas simple de modérer les ardeurs des participants à exposer leurs idées de

«Nous revendiquerons certainement un institut ou une chaire de médecine générale dans chaque université avec faculté de médecine.»

campagnes. Certains confrères et consœurs se voyaient immédiatement faire grève. On parlait de lettres de protestation ... le courrier de M. Couchepin devait être inondé de pipettes de laboratoire ... l'idée fut émise de fermer le laboratoire du cabinet pendant une semaine, entre autres déclarations.

Enfin, vous vous décidez pour une manifestation destinée à faire connaître les intérêts des généralistes. Quelles ont été les motivations décisives?

Nombre d'idées exprimées n'auraient pas pu avoir assez d'impact ou d'écho médiatique. Une grève, p.ex., n'a de sens que si au moins trois quart ou, mieux, 90% des intéressés participent, sinon une telle action demeure sans effet. Il serait difficile de mobiliser les collègues qui n'ont pas l'habitude de «combattre». Par contre, une manifestation lors d'un samedi après-midi est moins irritante. L'horaire est facile à tenir et l'on s'expose relativement peu en tant que personne. C'est bien plutôt la solidarité d'un groupe envers ses membres qui apparaît au premier plan. Par une grande manifestation, on peut atteindre de

surcroît un large public et lui faire part de la difficulté de notre position et que nous sommes prêts à entreprendre quelque chose.

La SSMG tient à présenter à la presse, le jour avant la manifestation, ses revendications principales. Pouvez-vous nous citer quelques points qui vont dans le sens de vos exigences?

Nos problèmes sont doubles. Il y a d'abord l'affaiblissement continu, ces dernières années, de la médecine de premier recours et puis la me-

«Les politiques ne manquent pas de souligner à quel point la médecine générale est importante. Ce sont des aveux faits du bout des lèvres. En réalité, la situation est parfaitement inverse.»

nace de pénurie de généralistes, qui se concrétise déjà dans une large mesure. Une raison importante de cette tendance négative réside dans les déficits manifestes des études et de la formation postgraduée de la relève. Ce point forme une partie de nos exigences principales. Nous revendiquerons certainement un institut ou une chaire de médecine générale dans chaque université

* World Organization of National Colleges, Academies and Academic Associations of General Practitioners/Family Physicians.
Kurzform: World Organization of Family Doctors



Hansueli Späth veut des «mines réjouies» lors de la manif du 1^{er} avril.

avec faculté de médecine. Il faut bien préciser que la médecine générale, selon la WONCA*, constitue une discipline universitaire indépendante. Une autre revendication sera le soutien politique et financier de l'assistanat en cabinet médical, point central de la formation postgraduée de généraliste.

Lorsque l'on voit les options de carrière des médecins sous l'angle financier, il est vrai que la médecine générale n'est pas vraiment attrayante. Il est sûrement délicat d'en faire un thème politique...

Certes, les conditions financières de ce secteur ne sont guère encourageantes par rapport à d'autres disciplines. Je ne le dis pas volontiers, mais cela joue un rôle non négligeable. Ce manque d'attrait pour les jeunes collègues dépend aussi d'autres facteurs, comme p. ex. le temps de présence, toujours élevé, et les services d'urgence. A cet égard, nous attendons un soutien de la part du DFI et de l'OFSP, notamment à l'aide de mesures tarifaires qui pourraient créer un certain équilibre. La profession de médecin de premier recours devrait à nouveau se révéler plus attrayante.

Les médecins de premier recours se voient-ils en boucs émissaires? A l'écoute de ce qui se dit et à la lecture des lettres de lecteurs dans les revues spécialisées – aussi dans le BMS – on ne peut s'empêcher de le penser. Nombre d'impressions négatives sont exprimées, la colère et la frustration sont tangibles.

Oui, c'est sans doute la raison principale du succès qu'aura très probablement la manifestation. Il est évident que la colère et la révolte des généralistes ne pourra pas être mise sous le boisseau. Je ne pense pas, cependant, que l'indignation soit dirigée vers les «spécialistes», même si on veut toujours nous le faire croire. Du côté des politiques, on nous conseille de voir d'abord ce qui se passe chez nous. Vous devez «faire de l'ordre» à la FMH, dit-on, et partager le gâteau. Mais ce n'est pas du tout le sens et le but de notre campagne. Il n'est pas du tout question que les autres soient obligés de céder quoi que ce soit.

Qu'en est-il alors?

Nous nous sentons en premier lieu les boucs émissaires des offices et des autorités. Les politiques ne manquent pas de souligner à quel point la médecine générale est importante. Ce sont des aveux faits du bout des lèvres. En réalité, la situation est parfaitement inverse. Si l'on veut faire des économies de santé publique, c'est chez nous que l'on regarde en premier. Personne ne se pose la question de savoir si les transplantations

de foie «vivants» doivent être payées par le TARMED. Mais personne ne semble éprouver un problème à vouloir nous faire sacrifier quelques deux minutes et demie de consultation et affirmer qu'ainsi, on épargne des millions. Ça doit cesser. Je souhaite notamment qu'après la manif, plus personne n'osera dire une chose pareille. La réalité, c'est que la médecine sans les généralistes part à la dérive.

Peut-on dire que le groupe de pression des généralistes est encore plus faible dans les «sphères du pouvoir» que celui du reste du corps médical?

Oui, je le pense. La raison en est aussi surtout que nous ne sommes pas ancrés dans l'universitaire. Les grands «lobbyistes» sont les professeurs qui



S'adressant aux politiques, Hansueli Späth déclare: «Je souhaite qu'un vrai dialogue commence».

s'appuient sur leur large influence, leur pouvoir et leurs relations. Lorsqu'un professeur de l'Université de Zurich défend une cause quelconque, son intervention a plus de poids et d'écho dans les médias et donc dans la population que celle d'un Hansueli Späth de Langnau.

Comment, en tant que généraliste à la longue expérience, vivez-vous personnellement la détérioration des conditions de travail?

La charge administrative augmente. Les frais itou. En général, on peut dire que le travail perd

lentement de son attrait et devient aussi moins lucratif. Personnellement, j'ai la chance, après quinze ans, d'être bien établi dans ma fonction de généraliste. Je dispose de mes valeurs intrinsèques. Mais ce sont les jeunes confrères qui souffrent, qui sont fortement limités. La jeune génération est placée dans le carcan de ne plus oser, de ne plus pouvoir, lorsqu'il s'agit de pratique libre. Ils le sentent bien plus que nous, les ancêtres. Dans dix ans, vous ne verrez plus, je l'espère, de cabinets individuels comme le mien. Ces modèles n'ont plus d'avenir. Mais les conditions pour que les jeunes se mettent à plusieurs devront encore être améliorées.

Jusque là, c'est clair. Mais pourquoi inviter les confrères d'autres disciplines à participer à la manif? Avec quels arguments voulez-vous les faire venir à Berne?

Pour moi, ce serait un grand geste vis-à-vis de l'extérieur si tous les médecins se solidarisaient – ne comprenez pas l'expression de travers – avec les plus «faibles» de leurs confrères. Cela repré-

«Mon rêve serait que le 1^{er} avril devienne le jour de la médecine de premier recours, à l'image de ces dates-clé que sont la fête des mères ou la journée mondiale du sida.»

sente pour moi l'avenir, sur le plan sociétal, social, politique et professionnel. Seule la solidarité confraternelle peut parvenir à faire cesser les guerres de tranchées et permettre de survivre ensemble. C'est la raison pour laquelle je souhaite que toute la profession s'expose, pour le bien de la médecine de famille. Plus les médecins d'autres disciplines viendront, mieux le message passera.

Quel scénario souhaitez-vous, hormis le plus grand nombre possible de participants? La manifestation devrait avoir un caractère populaire?

Mon souhait serait bien sûr de réussir un rassemblement politique impressionnant et paisible. Je compte sur la présence de quelques milliers de médecins avec armes et bagages, c'est à dire en famille. Avec leurs assistantes médicales et si possible leurs patients. Nous voulons des mines réjouies. Après la manifestation proprement dite, des spectacles de groupements locaux sont prévus, ainsi que de la musique, celle des «Hot Docs»

de Zurich. Il y aura sûrement la fête. Mon cauchemar par contre, serait de me retrouver seul avec le comité de la SSMG et une centaine de personnes sur la place fédérale, sous la pluie, la neige et la grêle...

Nous ne le souhaitons pas, bien entendu. Admettons donc que la manif soit un succès: que se passera-t-il après?

C'est probablement le plus important: le 1^{er} avril ne doit pas être le sommet ou la fin de quelque chose, mais le début d'une nouvelle ère qui permettra aux médecins de co-décider de leur avenir. Mon rêve serait que le 1^{er} avril devienne le jour de la médecine de premier recours, à l'image de ces dates-clé que sont la fête des mères ou la journée mondiale du sida. J'espère bien sûr avoir mis quelque chose en branle lors de cette première un premier avril. Je souhaite commencer un vrai dialogue, avec tout spécialement le concours des politiques afin de pouvoir vraiment soutenir la médecine générale de l'avenir.

Manifestation des généralistes

le 1^{er} avril

Les représentants des organisations de généralistes donneront la veille du 1^{er} avril une conférence de presse qui présentera les souhaits et exigences des généralistes. La manifestation officielle commencera à 14 heures sur la Place fédérale à Berne et durera environ une heure. Sont invités à participer: les médecins de premier recours avec leur famille et leurs patients, les assistantes médicales, mais aussi le reste du corps médical et tous ceux qui veulent soutenir une médecine générale forte. Dans ce cadre interviendront Simonetta Sommaruga (PS), conseillère aux Etats, et Jacques de Haller, président de la FMH. A la fin de la manifestation, une pétition sera déposée, intitulée «Contre l'affaiblissement de la médecine de famille et la menace d'une pénurie de généralistes», contenant plus de 100 000 signatures. D'autres moments forts sont prévus avec un caractère récréatif, comme p.ex. un concert du groupe de médecins «Hot Docs».